

# Entretien avec Fabrice Balanche

## Syrie : Turquie et Russie se partagent le terrain

Géographe et éminent spécialiste de la géographie du Moyen-Orient et tout particulièrement de la Syrie et du Liban, Fabrice Balanche est maître de conférences à l'université Lyon 2. Au début de la guerre civile syrienne, il a fait l'objet d'une omerta de la part de nombreux chercheurs qui l'accusaient à tort de prendre parti pour le camp loyaliste. Son réalisme et sa vision lucide du conflit font de lui l'un des meilleurs analystes du conflit syrien dans le monde. Nous l'avons rencontré de retour d'un voyage dans le nord-est de la Syrie.

Propos recueillis par Tigrane Yegavian



**CONFLITS** : En octobre dernier, le président turc a lancé son offensive contre les positions des YPG kurdes dans le nord-est syrien, a-t-il atteint ses objectifs ?

Non, il s'est contenté d'une bande de territoire de 120 km de long et de 30 km de large entre Tel Abyad et Ras el Ayn. Il voulait que cette zone de sécurité s'étende de Kobané au Tigre, soit tout le long de la frontière syro-turque (à l'exception de la ville de Qamishli qui restait sous souveraineté syrienne). Cependant, il a obtenu de la Russie par les accords de Sotchi du 20 octobre 2019 que les FDS (Forces démocratiques syriennes) évacuent ladite zone de sécurité et que l'armée syrienne et les forces russes les remplacent, ce qui était l'objectif officiel de l'opération turque à l'est de l'Euphrate : l'évacuation des FDS. Cependant, les FDS ne semblent pas avoir évacué la zone, tout au plus, ils portent des uniformes civils. Par conséquent, nous risquons d'avoir une nouvelle offensive turque avec l'aval de la Russie, car Poutine a prévenu les Kurdes que si leurs forces ne s'intégraient pas dans l'armée syrienne et qu'elles continuaient à supporter la présence américaine, il n'hésiterait pas à laisser la Turquie poursuivre son offensive.

**CONFLITS** : Ankara affirme vouloir renvoyer une partie des 3,5 millions de Syriens réfugiés dans le nord de la Syrie le long d'une « zone de sécurité » dans le nord syrien de 120

km de long, aujourd'hui sous son contrôle. Cette politique d'ingénierie démographique peut-elle s'appliquer ? À quel prix ?

Le plan initial de la Turquie était d'envoyer un million de réfugiés syriens dans la zone, sous-entendu pour remplacer la population kurde qui y réside, comme cela se produit déjà à Afrin. Le district kurde a été conquis en mars 2018, les maisons abandonnées par les Kurdes sont occupées par des déplacés syriens d'Idlib, mais des réfugiés syriens de Turquie, ces derniers préfèrent rester en Turquie où les conditions de vie sont bien meilleures. À Tel Abyad, des réfugiés syriens sont revenus, car ils sont originaires de la région, mais aucun réfugié d'Alep ou de Homs n'a envie de s'installer dans cette zone désertée et sous-équipée. Pour que le plan d'Erdogan soit viable, il faudrait construire des villes et villages *ex nihilo*, or la Turquie n'en a pas les moyens financiers et l'Union européenne, qu'elle sollicite, refuse à juste titre catégoriquement.

Cependant, Erdogan peut trouver, comme pour Afrin, des candidats à la relocalisation dans le nord-est chez les déplacés internes de la région d'Idlib, qui vivent dans des conditions misérables dans des camps informels à la frontière turque. Beaucoup ont déjà fui la Ghouta, Homs ou Alep-Est, ils n'ont aucune envie d'être sous le contrôle de l'armée syrienne et ils ne peuvent pas entrer en Turquie. Ce sont les candidats idéaux pour créer une ceinture arabe antikurde à la frontière syro-turque.



Fabrice Balanche à Kobané. Un pays meurtri par la guerre.

**CONFLITS : S'achemine-t-on vers un « condominium russo-turc » dans le nord de la Syrie ?**

Un condominium est un bien grand mot, car cela voudrait dire une souveraineté partagée, or ce n'est pas le cas. Nous avons un accord entre la Russie et la Turquie pour découper la région en zones d'influence et d'occupation. On se rapproche plutôt du modèle Sykes-Picot de 1916, mais à une échelle différente. La Turquie veut se débarrasser de ce qu'elle considère comme la menace kurde à sa frontière sud. Elle veut également prendre des gages territoriaux en Syrie pour peser sur le futur du pays. Le gouvernement syrien craint que cela ne soit le prélude à une modification de la frontière, car l'occupation militaire turque s'accompagne d'une politique d'investissements et de turquisation des populations qui pourraient être soumises dans le futur à un référendum ou bien proclamer une république du nord-syrien.

La Russie a besoin de la Turquie pour venir à bout des rebelles syriens, car la fermeture de la frontière turque est la condition indispensable à la victoire en Syrie. Pour cela, il faut accepter de laisser des gages à Erdogan. Mais l'alliance avec la Turquie dépasse le cadre de la Syrie, la Russie a judicieusement enfoncé un coin dans l'OTAN, l'unité de l'alliance atlantique est mise à mal comme nous avons pu le constater avec les invectives croisées d'Emmanuel Macron et de Tayyip Recep Erdogan à l'automne dernier.

**CONFLITS : Peut-on dès à présent dresser un bilan critique du projet politique des Kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique, branche syrienne du PKK) en Syrie ? Quel regard portez-vous sur sept ans de confédéralisme démocratique et de municipalisme libertaire ?**

Sur le papier, le projet du PYD est séduisant tant au niveau local que pour les Occidentaux qui voient dans le Rojava la projection de leurs fantasmes sur la Syrie. J'ai croisé au Rojava de nombreux Européens, militants de gauche, venus « construire le socialisme ». Il existe un village international à proximité de Malkyeh où ils sont regroupés. Tout cela n'est qu'un écran de fumée destiné à cacher une réalité plus conforme à ce que nous avons l'habitude de voir au Moyen-Orient : un régime autoritaire. L'Administration autonome est contrôlée par le PKK qui a placé des hommes et des femmes à tous les étages : du comité de quartier au sommet de l'administration. Les coprésidents, car ils sont toujours deux, un homme et une femme, n'ont pas la réalité du pouvoir.

Le PYD s'appuie sur les écrits d'Abdullah Occalan qui lui-même s'inspire d'un obscur marxiste américain à tendance libertarienne : Murray Bookchin. Il part du principe éculé que le capitalisme va s'écrouler, non pas en raison de la lutte des classes, mais à cause des problèmes

environnementaux. Il faut donc revenir à de l'autoconsommation dans un cadre verdoyant, ramener les gens vers les campagnes où ils formeront des unités d'environ un millier de personnes autogérées et qui pourront échanger avec d'autres les produits du travail, puisque l'argent va naturellement disparaître au profit du troc. Heureusement, la guerre et peut-être un certain pragmatisme ont empêché le PYD d'appliquer les préceptes d'Abdullah Occalan, car la région connaîtrait alors une situation économique encore plus désastreuse. Mais cette pesanteur idéologique explique notamment pourquoi l'économie fonctionne au ralenti, que les investissements étrangers sont absents en dehors de l'aide humanitaire, et que des centaines de milliers de personnes aient quitté la région, notamment les plus qualifiées.

En ce qui concerne l'unité entre Kurdes, Arabes, Syriaques, Arméniens, Turkmènes, etc., nous sommes là aussi face à une grande illusion. Les Kurdes sont au pouvoir et les autres groupes ethniques sont marginalisés. Les Arabes ne supportent pas l'inversion du pouvoir au profit des Kurdes et attendent leur revanche. Cela explique que l'armée turque se soit emparée aussi facilement de la région de Tel Abyad - Ras al-Aïn, peuplée en grande majorité par des Arabes, car les YPG (le bras armé du PYD) n'avaient pas de soutien au sein de la population. Les chrétiens sont divisés

quant au PYD. Ils ont besoin de protection et par conséquent dans les villages ou les petites villes comme Tel Tamer et Malkyeh, les partis chrétiens sont alliés du PYD, mais à Qamichli, le quartier chrétien est protégé par une milice syriaque pro-gouvernementale, les Sotero, et les portraits de Bachar al-Assad et les drapeaux syriens sont partout.

**CONFLITS : Les Kurdes n'ont-ils pas surestimé leur poids politique et la viabilité de leur alliance avec les États-Unis, la France et l'OTAN ? Et si oui, pourquoi ?**

Les Kurdes du PYD, c'est-à-dire la branche syrienne du PKK, avaient comme objectif de créer une région autonome en Syrie qui s'étendrait d'Afrin au Tigre. Dans la stratégie du PKK, la Turquie doit exploser un jour et par conséquent, le sandjak d'Alexandrette, considéré comme historiquement kurde, serait le débouché maritime du grand Kurdistan et le Rojava cette autoroute qui mènerait vers la mer. Les territoires kurdes sont séparés par des zones arabes ou mixtes arabo-kurdes, mais qu'importe, les Arabes doivent accepter de vivre en minorité dans des territoires « historiquement kurdes ». C'est ainsi que plusieurs responsables politiques kurdes dérivèrent leur projet. Mais l'offensive turque d'août 2016, qui bloqua la jonction entre Manbej et Afrin, mit le projet en sommeil au profit de la lutte contre l'État islamique, car le PKK pensait naïvement que l'Occident aurait ainsi une dette éternelle à l'égard des Kurdes et qu'il les soutiendrait dans leur projet autonomiste.

**CONFLITS : Quel avenir pour les combattants des FDS et des YPG ? Vont-ils intégrer les rangs de l'armée régulière syrienne ?**

Les FDS sont diverses, elles comprennent une douzaine de milices arabes et les YPG, soit au total plus de 50 000 combattants. Les YPG comptent environ la moitié des combattants et les trois quarts d'entre eux sont kurdes. Les milices arabes sont le plus souvent organisées sur un mode tribal, comme la milice dirigée par le cheikh Hanadi, membre de la puissante tribu des Shammar. Il suffit que le cheikh fasse allégeance au gouvernement

syrien pour que ses hommes rentrent dans l'armée syrienne, les cadres pourraient même conserver leur grade. Damas courtise les cheikhs pour qu'ils fassent allégeance. Dans le cas des YPG, c'est plus compliqué, car tout l'encadrement est lié au PKK et il n'est pas question pour Damas d'intégrer des membres du PKK. Les combattants kurdes peuvent être intégrés à titre individuel, mais pas les bataillons en entier, car cela serait une armée dans l'armée. Je pense que les FDS vont donc se diviser entre Arabes et Kurdes. Les officiers PKK seront renvoyés à Qandil (leur sanctuaire situé dans le nord du Kurdistan irakien) et les troupes kurdes reprises en main par des officiers de l'armée syrienne, kurdes ou non. Mais il faut souligner que de nombreuses personnes ont rejoint les FDS pour les salaires, sans commune mesure avec les soldes dans l'armée syrienne. Il y a donc fort à parier qu'il y ait une déperdition importante.

**CONFLITS : Quels types de concessions le pouvoir syrien est-il disposé à faire aux Kurdes ? Des droits culturels et une représentation fictive au Parlement de Damas ?**

Lors de ma dernière visite dans le nord-est syrien, en janvier dernier, je me suis entretenu avec différents responsables politiques locaux. Les discussions entre l'Administration autonome (dominée par le PYD) et Damas sont au point mort. Le gouvernement syrien exige le retour à la situation politique d'avant 2011, tandis que l'Administration autonome voudrait un statut comparable à celui des Kurdes d'Irak, c'est-à-dire une très large autonomie qui leur conférerait un quasi-statut d'État associé. L'Administration autonome accepte que ses forces militaires soient intégrées dans l'armée syrienne, mais conservent leur spécificité et leur commandement indépendant. La région autonome aurait son budget propre, ses services administratifs indépendants, le contrôle des frontières extérieures, en particulier le poste de douane de Sémalqa avec le Kurdistan irakien et que le système d'enseignement soit en kurde dans les zones à majorité kurde. Tout comme en Irak, le nord-est syrien aurait un quota de députés au Parlement et des places réservées au gouvernement. Les exigences des deux partis sont

donc très éloignées. Tout ce qui pourrait concéder Damas serait simplement des droits culturels comme l'usage légal de la langue kurde et son enseignement en tant que langue régionale. Les fonctionnaires, les policiers (Asayesh) et les militaires de l'Administration autonome pourraient être intégrés individuellement dans l'État syrien, mais il n'est pas question de prendre tout le monde en bloc. Le gouvernement syrien est donc prêt à des mesures de détail, mais non à des concessions politiques. Dans ces conditions, l'Administration autonome discute directement avec les Russes qui sont plus ouverts à des concessions, car ils sont pressés de voir le nord-est revenir dans le giron de l'État syrien et les forces kurdes cesser de soutenir la présence américaine. Mais encore faut-il que Damas accepte ces accords sur le long terme.

**CONFLITS : L'armée syrienne a récupéré des pans entiers du territoire national sans combattre. Huit ans après le déclenchement de la guerre, est-elle en mesure de se déployer et de garantir l'ordre ?**

De nombreux problèmes sécuritaires subsistent dans les zones réoccupées par l'armée syrienne. Le désert autour de Palmyre est infesté par des djihadistes de Daesh, les anciens groupes rebelles à Deraa n'ont pas tous été désarmés et refusent violemment de céder leurs territoires. À Alep, nous avons des combats entre milices pro-gouvernementales. L'ordre n'est donc pas garanti dans les zones gouvernementales et ce sera donc encore plus difficile de le faire à Idleb, un nid de djihadistes, et dans le nord-est syrien. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle les FDS ont toujours la charge du nord-est syrien, car l'armée syrienne occupée à Idleb n'a pas les moyens de s'imposer sur le terrain militaire. Dans la zone gouvernementale, le régime de Bachar al-Assad s'est appuyé sur des milices d'autodéfense (la défense nationale) et des chefs de guerre, mi-leader communautaire mi-maffieux durant cette guerre. Il lui est désormais difficile de s'imposer comme auparavant avec une armée réduite, affaiblie et mal payée. Les soldats syriens déployés à la frontière syro-turque sont souvent nourris par

la population locale, par pitié et pour éviter qu'ils ne volent les moutons.

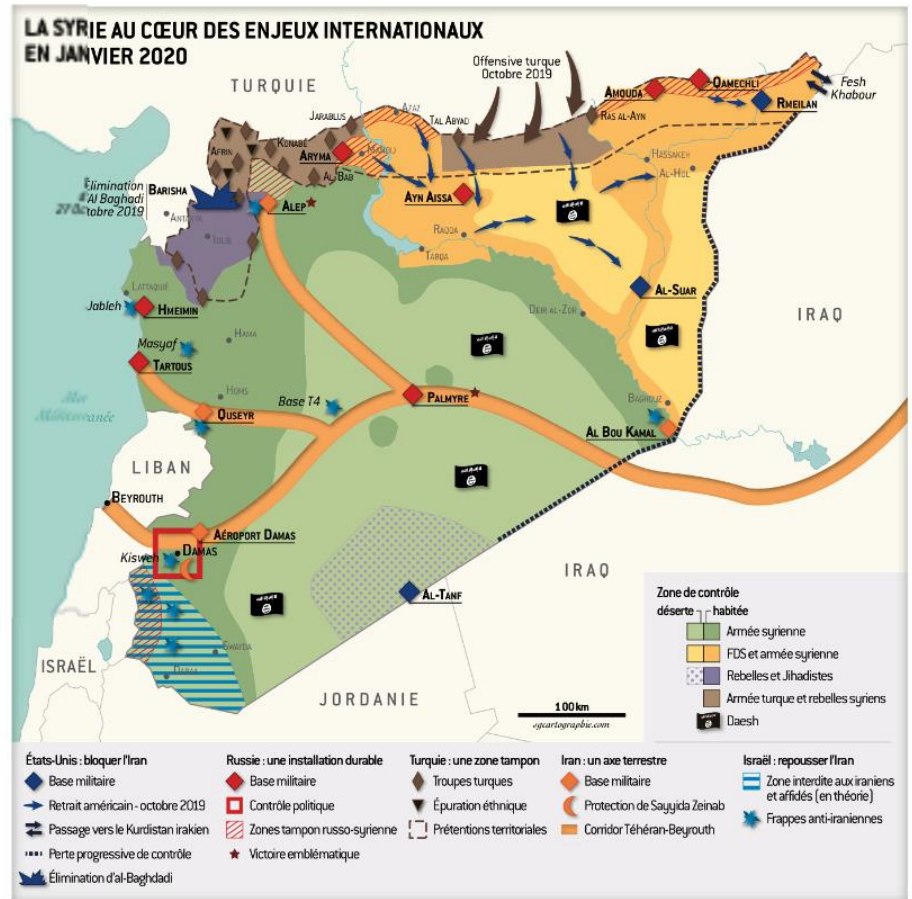
**CONFLITS : Les cellules dormantes de l'EI profitent du vide sécuritaire qui s'est installé. Pensez-vous que la Turquie est appelée à devenir leur base arrière ?**

La Turquie est embarrassée avec Daesh. Jusqu'en 2015, son attitude a été plus qu'ambiguë. Une grande partie de la logistique et des combattants de Daesh passaient par la Turquie avec la complicité des autorités. Mais ensuite, Daesh a commis des attentats en Turquie et l'armée turque l'a affronté dans le nord-ouest de la Syrie durant l'automne 2016. Les États-Unis ont abattu al-Baghdadi à 5 km de la frontière turque, dans la province d'Idleb. Il est difficile d'imaginer que les services turcs n'étaient pas au courant. En fait, ce n'est pas tant la Turquie qui sera une base arrière de Daesh, mais les zones occupées par la Turquie en Syrie. À Tel Abyad et Ras al-Ain, les anciens combattants de Daesh ont joué un rôle majeur dans la bataille contre les YPG. Les prisonniers qui se sont échappés du camp d'Ain Aissa en octobre dernier se sont rendus à Tel Abyad, certains ont gagné illégalement la Turquie et tentent de rejoindre leurs pays d'origine ou d'autres terrains de djihad.

L'insécurité profite à Daesh. Lors de l'offensive turque contre les Kurdes à l'automne 2019, les cellules de Daesh se sont immédiatement mises en action dans le nord-est : deux attentats meurtriers ont frappé Qamishli. Dans les zones grises comme Deir al-Zor, Daesh prélève l'impôt, il menace ceux qui travaillent avec l'Administration autonome et assassine les responsables politiques. Le reste de la Syrie n'est pas à l'abri de ces métastases djihadistes.

**CONFLITS : Pour Damas, ce nouveau chapitre de la guerre et la perspective d'un procès en Syrie des djihadistes étrangers constituent une victoire politique incontestable. Quel regard portez-vous sur la manière dont la diplomatie française gère la question du rapatriement ou non des anciens partisans de l'EI ?**

La politique française à cet égard est erratique. Au départ, il n'était pas



question de les rapatrier, puis, ils ont décidé de rapatrier les enfants au compte-goutte avant de conclure qu'il n'était pas possible de les séparer de leur mère. Désormais, il leur paraît préférable d'avoir les djihadistes sous la main que de les laisser en Syrie puisque l'Iran n'en veut pas. Bien sûr qu'il faut les rapatrier, sinon ils finiront par rejoindre la France d'une manière ou d'une autre et y perpètreront des attentats. Il est préférable de les juger en France que de voir un tribunal « international » se tenir à Damas, car cela donnerait une carte à Bachar al-Assad contre la France. Cependant, notre gouvernement tergiverse, car il a peur de la réaction d'une opinion publique marquée par les attentats meurtriers du Bataclan et de Nice. Il a fallu l'offensive turque d'octobre et le retour de l'armée syrienne dans le nord-est pour que le gouvernement français se décide à cesser de faire la politique de l'autruche, car il a enfin compris que les djihadistes risquaient de nous échapper. Quant aux enfants en détention dans les camps, c'est un véritable scandale de les laisser dans de telles conditions de vie. L'État français doit protection aux mineurs, il aurait dû déchoir de leurs droits parentaux

ceux qui ont plongé leurs enfants dans cet enfer et les rapatrier immédiatement. Mais rien n'a été anticipé.

**CONFLITS : S'achemine-t-on vers une solution du conflit syrien « à la tchétchène » ? La reconstruction et la « réconciliation » se feront sans les réfugiés, mais le gouvernement lâchera du lest aux islamistes ?**

Oui, c'est un scénario crédible. Peu de réfugiés reviendront en Syrie pour diverses raisons : politique, économique, et aussi pour des vengeances personnelles. Bachar al-Assad a déjà lâché du lest à l'égard des religieux en 2018. Les autorités religieuses sunnites sont restées loyales à Bachar al-Assad durant tout le conflit. Il soutient désormais leur prosélytisme, leur accorde des privilèges en matière de communication avec la création d'une chaîne de télévision et des moyens financiers accrus. En échange, il souhaite que les imams expliquent bien à leurs ouailles qu'islam signifie avant tout soumission. ▶

**Derniers ouvrages parus**

*Atlas of the Near East : State Formation and the Arab-Israeli Conflict, 1918-2010*, Brill, 2017.

*Sectarianism in Syria's Civil War*, Washington Institute, 2018.